

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative - Bât C - 2ème étage  
Boulevard George Sand  
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 30/05/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**LAURIEN**

La Bouzanne  
36140 Aigurande

Références : VAT20240237  
Code AIOT : 0010008314

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement LAURIEN implanté La Bouzanne 36140 Aigurande. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAURIEN
- La Bouzanne 36140 Aigurande
- Code AIOT : 0010008314

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage et dans le tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 1.5.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
2	VHU - Origine	AP Complémentaire du 04/02/2019, article 3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	VHU - Registre	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
14	VHU - Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
19	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
21	VHU - Dépollution	AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.13°	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
22	VHU - Dépollution	AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.1°	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	VHU - Quantité	AP Complémentaire du 04/02/2019, article 4	Sans objet
4	VHU - Broyeur	AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.4°	Sans objet
5	VHU -	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Déclaration	14/05/2024, article R.543-155-8	
6	VHU - Zone d'entreposage	AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.9°	Sans objet
8	VHU - Vérification	AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.14°	Sans objet
9	VHU - Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	Sans objet
10	VHU - Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet
11	VHU - Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.I	Sans objet
12	VHU - Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.I	Sans objet
13	VHU - Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.II	Sans objet
15	VHU - Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.IV	Sans objet
16	VHU - Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Sans objet
17	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet
18	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Activités autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Modification des activités du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les producteurs des déchets apportant des déchets dangereux ou non dangereux (véhicules hors d'usage, ferrailles,...) sur son

<p>site sont des entreprises ou des particuliers.</p> <p><b>L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet son activité de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets (rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 2 : VHU - Origine**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/02/2019, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine géographique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les véhicules hors d'usage admis et traités sur le site proviennent des départements de l'Indre, du Cher et de la Creuse</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets entrants au titre des années 2023 et 2024.</p> <p><b>Réception de véhicules hors d'usage provenant de départements non autorisés (Dordogne, Seine et Marne, Allier,...) par l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2019.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 3 : VHU - Quantité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/02/2019, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité annuelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

Les quantités annuelles admises sont limitées à 600 unités.
<b>Constats :</b>  Le nombre de véhicules hors d'usage admis sur le site en 2023 s'est élevé à 172 véhicules, soit une quantité inférieure à la quantité fixée à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2019. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : VHU - Broyeur**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.4°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise VHU à broyeur agréé
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations qu'à un broyeur agréé,...
<b>Constats :</b>  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les véhicules hors d'usage traités dans son établissement avaient été remis à la société DERICHEBOURG-REVIVAL à La Chapelle Saint Ursin (18) et à la société DERICHEBOURG-REVIVAL à Limay (91). L'exploitant a été en mesure de justifier que ces deux sociétés sont bien des broyeurs agréés (présentation des arrêtés préfectoraux complémentaires des 28 février 2018 et 20 juillet 2018). <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : VHU - Déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/05/2024, article R.543-155-8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le cahier des charges impose aux centres VHU agréés, notamment : [...] de communiquer : a) des informations sur les modalités juridiques et financières de prise en charge des véhicules hors d'usage ainsi que sur les conditions techniques, juridiques, économiques et financières dans lesquelles les centres VHU agréés exercent leurs activités, b) le nombre et le tonnage de véhicules pris en charge, c) le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, aux broyeurs agréés, d) le tonnage de produits ou déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers, e) les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints par l'opérateur. [...]
<b>Constats :</b>

<p>L'inspection des installations classées a consulté la déclaration SYDEREP établie au titre de l'année 2023. Cette déclaration contient l'ensemble des items listés à l'article R.543-155-8 du code de l'environnement.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : VHU - Zone d'entreposage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.9°</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Imperméabilisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les véhicules hors d'usage non dépollués sont stockés sur une zone étanche imperméabilisée. Celle-ci est reliée au séparateur d'hydrocarbures du site.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : VHU - Registre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre de police</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage,</li> <li>- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué,</li> <li>- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre de police. Ce registre est incomplet, il ne comporte pas l'ensemble des items listés à l'article 44 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et notamment : nature et quantité de déchets issus de la dépollution du véhicule</p>

terrestre hors d'usage, le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage, la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué, le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

**Le registre de police mentionné à l'article 44 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 est incomplet, plusieurs items listés à l'article 44 précité sont absents.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : VHU - Vérification**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.14°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vérification de la conformité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité.

**Constats :**

La vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2019 a été réalisée en 2023 par la société AB CERTIFICATION, la prochaine vérification est prévue pour le 15 mai 2024.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : VHU - Sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18

**Thème(s) :** Risques chroniques, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

**Constats :**

Les installations électriques ont été contrôlées par SOCOTEC le 12 février 2024. Trois



observations dont une récurrente ont été relevées lors de ce contrôle. Les travaux nécessaires à la levée de ces observations ont été réalisés par la SAS DEGAY le 10 mai 2024.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : VHU - Collecte des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales polluées

**Prescription contrôlée :**

[...] Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an.

**Constats :**

Le séparateur d'hydrocarbures a fait l'objet d'une vidange et d'un curage par la société SOA à Châteauroux le 18 juillet 2023. Les précédentes vidange et curage ont été effectués par la société SOA le 10 décembre 2022.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : VHU - Entreposage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entreposage VHU avant dépollution

**Prescription contrôlée :**

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit.

**Constats :**

L'inspection des installations classées n'a pas constaté l'empilement de véhicules terrestres hors d'usage.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : VHU - Entreposage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entreposage VHU accidentés

**Prescription contrôlée :**

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.

**Constats :**

<p>Aucun véhicule accidenté en attente d'expertise n'est présent sur le site. L'exploitant a précisé qu'il ne recevait pas sur son site des véhicules accidentés en attente d'expertise.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : VHU - Entreposage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage pneumatiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m3 et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les pneumatiques des véhicules sont stockés dans une zone dédiée du site. Le volume de pneumatiques présent sur le site s'élève à 80 m<sup>3</sup> et la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres (moins de deux mètres).</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : VHU - Entreposage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage pièces et fluides</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.</p> <p>Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des PCB et des PCT sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les pièces et fluides issus de la dépollution ainsi que les filtres sont stockés à l'abri des intempéries.</p> <p><b>Les batteries sont entreposées dans deux conteneurs spécifiques d'un volume unitaire d'environ 1 m<sup>3</sup> non munis d'une rétention.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 15 : VHU - Entreposage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage VHU après dépollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas trois mètres.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées n'a pas constaté l'empilement de véhicules dépollués. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : VHU - Entreposage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir - 50% de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que les stockages de liquides (huiles, fluides issus de la dépollution,..) disposaient d'une capacité de rétention suffisante. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Traçabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
--

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets entrants pour la période du 1er mars au 14 mai 2024. Ce registre contient l'ensemble des items listés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

**Pas d'écart constaté.**

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Traçabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du registre des déchets sortants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet</li> <li>- la dénomination usuelle du déchet</li> <li>- le code du déchet</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP</li> <li>- le cas échéant le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des BSDD</li> <li>- la quantité de déchets sortants en tonne ou en m<sup>3</sup></li> <li>- l'adresse de l'établissement</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets</li> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ainsi que leur numéro de réception</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de réception si le déchet est géré par un courtier ou un négociant</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE)</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets sortants pour la période du 1er mars au 14 mai 2024. Ce registre contient l'ensemble des items listés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Traçabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisations
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...] Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinatrices disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.
<b>Constats :</b>  Les déchets de métaux et les batteries sont récupérés par la société BARBAT à Blois, les emballages souillés sont récupérés par la société CHIMIREC à Jaunay Clan, les huiles sont récupérées par la société ALOE à Montmorillon, les déchets du séparateur d'hydrocarbure sont récupérés par la société SOA, les pneumatiques usagés sont récupérés par la société ALIAPUR GIE France. <b>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents autorisant les installations destinatrices de ses déchets.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 20 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le plan des réseaux de son site. Néanmoins, ce plan est incomplet. La vanne manuelle d'isolement du site ainsi que la légende sont absents. <b>Le plan des réseaux du site est incomplet (vanne manuelle d'isolement du site et légende).</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 21 : VHU - Dépollution

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.13°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestation de capacité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R.543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V.
<b>Constats :</b>  L'exploitant procède au retrait, à la récupération et au stockage des fluides frigorigènes issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage. <b>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'attestation de capacité mentionnée à l'article R.543-99 du code de l'environnement.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 22 : VHU - Dépollution

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/02/2019, article Annexe I.1°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestation d'aptitude
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant procède au retrait, à la récupération et au stockage des fluides frigorigènes issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage. <b>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'attestation d'aptitude mentionnée à l'article R.543-106 du code de l'environnement.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois